

Bureau du 2 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le deux octobre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
LEI Josiane, Présidente CCPEVA
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC
COLOMER Gérard
DENNE Jean-Claude

Absents/excusés :

CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente

Secrétaire de séance : Yannick TRABICHET
Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués
Date de convocation : 25 septembre 2024

Point n°2 – Avis sur la modification de droit commun n° 4 du PLUi-H de la CCHC pour les communes de MORZINE, VAILLY, BELLEVAUX et SAINT-JEAN-D'AULPS

Préambule :

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), créé le 25 avril 2003, a pour compétence la conception, le pilotage et la coordination des actions tendant à l'aménagement et au développement du Chablais. Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été arrêté par le Préfet le 18 septembre 2003. Le SCoT du Chablais a été approuvé le 30 janvier 2020.

Ce document a pour objectif de permettre aux communes du Chablais de mettre en cohérence, dans le respect du principe de subsidiarité, leurs politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des équipements, des déplacements et de l'environnement.

Objet :

Le SIAC est consulté dans le cadre de la modification de droit commun n°4 du PLUi-H de la CCHC afin de faire part à la communauté de communes des éventuelles observations vis-à-vis du SCoT du Chablais.

Monsieur Joseph Déage, Vice-Président du SIAC, expose :

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000,

Vu la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003,

Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 fixant le périmètre du SCoT,

Vu la délibération du Comité syndical du SIAC du 30 janvier 2020 approuvant le SCoT du Chablais,

Vu la délibération du Comité Syndical du 26 août 2020 donnant délégation au Bureau Syndical pour les avis sur les PLU.

Vu le dossier de modification de droit commun n°4 du PLU du PLUi-H de la CCHC, reçu au SIAC le 12 septembre 2024,

Considérant que le projet de modification n°4 du PLUi-H de la CCHC vise à répondre aux besoins d'adaptation des règlements graphiques des communes tout en restant compatible avec les orientations du SCoT du Chablais ;

Considérant que les modifications proposées visent notamment à :

1- Modifier des emplacements réservés :

- a. Modifier l'emplacement réservé ER284 sur le secteur « Le Putey » afin d'étendre une voie de desserte à Morzine ;
- b. Modifier l'emplacement réservé ER 479 sur la commune de Vailly en réduisant sa superficie ;
- c. Modifier l'emplacement réservé ER143 sur la commune de Bellevaux en dévoyant le tracé initial.

2- Reclasser deux restaurants d'altitude de Morzine pour permettre leur évolution selon les règles de la zone Nr du PLUi concernant spécifiquement les restaurants d'altitude :

- a. Parcelle K1330 et 1339 pour 1805 m² dans le secteur « Le Grand Pré » actuellement classé en zone naturelle (N) du PLUi-H, à reclasser en « *zone naturelle de secteur de taille et de capacité limitées – zone naturelle permettant l'évolution modérée des restaurants d'altitudes* » (Nr STECAL) ;
- b. Parcelle E 639 pour 800 m² dans le secteur « Chavanette », actuellement classé en zone naturelle (N) du PLUi-H, à reclasser en « *zone naturelle de secteur de taille et de capacité limitées – zone naturelle permettant l'évolution modérée des restaurants d'altitudes* » (Nr STECAL).

3- Reclasser deux secteurs du parc des Dérèches sur la commune de Morzine, actuellement en zone naturelle (N), en « *zone naturelle dédiée aux équipements légers de tourisme et de loisirs d'intérêt public et /ou général* » (Ne STECAL) afin de permettre l'évolution et l'entretien du secteur accueillant le centre équestre communal et « la battante » (Chantier associatif à destination patrimoniale) ;

4- Reclasser une partie de la parcelle AE211 (4000 m² sur les 5400 m² totaux) sur la commune de Saint-Jean-d'Aulps, actuellement en zone naturelle (N), en « *zone naturelle dédiée aux équipements légers de tourisme et de loisirs d'intérêt public et /ou général* » (Ne STECAL) afin de permettre la réalisation

d'un projet d'aménagement de la parcelle pour la création d'un jardin thérapeutique à destination des personnes âgées résidant dans l'EHPAD à proximité et ouverts à tous.

Le projet prévoit notamment :

- Un espace jardins potagers partagés
- Une aire de jeux sécurisée pour enfants
- Un espace détente, d'une aire de pique-nique,
- Un jardin d'eau,
- Un parcours santé thérapeutique à destination des résidents de l'EHPAD adjacent,
- Une liaison PMR par création d'un cheminement piéton qui court sur toute la parcelle.

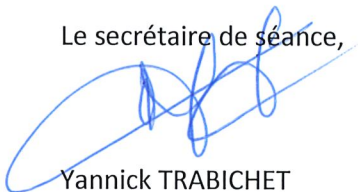
Considérant que les modifications des emplacements réservés à Morzine, Vailly et Bellevaux contribuent à l'amélioration des infrastructures locales sans porter atteinte aux continuités écologiques identifiées dans le SCoT du Chablais ;

Considérant que le reclassement des parcelles d'implantation des restaurants d'altitude et du Parc des Dérèches à Morzine s'inscrit dans une démarche de développement raisonnée et respectueuse des paysages et fonctionnalités écologiques, conformément aux objectifs du DOO du SCoT ;

Considérant que le projet de création d'un jardin thérapeutique à Saint-Jean-d'Aulps est compatible avec les objectifs de préservation des espaces naturels et d'aménagements publics du SCoT du Chablais, sous réserve de minimiser l'artificialisation du sol et de préserver la biodiversité ;

Le Bureau du SIAC dans la limite de ses compétences, acte les remarques mentionnées ci-dessus concernant le projet de modification de droit commun n°4 du PLUi-H de la CCHC et émet en conséquence un avis favorable.

Le secrétaire de séance,



Yannick TRABICHET



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.